



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Questions générales

Assurer une conduite
professionnelle,
dans le respect
des droits de chacun

*Commissaire
à la déontologie
policière*

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
	Liste des sites		1
1	Voyages hors Québec		2
2	Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d’organismes		3
3	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites		4
4	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres		5
5	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, organisme ou firme externe		6
6	Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme		7
7	Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme	MSP	
8	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme		8
9	Projets de développements informatiques ou de modernisation des systèmes pour l’exercice financier 2021-2022	MSP	
10	Montants de diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d’eau de source, frais de transport, d’hébergement et de repas, frais d’alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)		9
11	Montants dépenses reliées à la téléphonie et informatique (téléphonie cellulaire, BlackBerry ou autre type de téléphone intelligent, tablettes électroniques, ordinateurs portables [nombre d’appareils et coûts d’utilisation], etc.)		10
12	Diverses questions sur les ressources humaines		11
13	Questions relatives aux départs à la retraite		22
14	Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes		23
15	Liste des actifs excédentaires inoccupés		24
16	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués		25
17	Liste du personnel de cabinet du ministre	MSP	
18	Liste des sommes d’argent versées à même le budget discrétionnaire	MSP	
19	Liste du personnel hors structure, par catégories d’emploi, rémunéré par le ministère qui n’occupe aucun poste dans ce ministère		26
20	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi		27
21	Nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge		28
22	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	MSP	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
23	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun		29
24	Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements		30
25	Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)		31
26	Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
27	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	MSP	
28	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation		32
29	Détail des crédits périmés et reportés et prévisions		33
30	Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics		34
31	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement et les prévisions		35
32	Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement		36
33	Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes au rendement et des bonis		37
34	Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes au rendement et des bonis	MSP	
35	Montant total et ventilation par catégorie d’emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat		38
36	Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire		39
37	Nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique dont le salaire est versé sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée		40
38	Liste des programmes ministériels existants et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022		41
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement		42
40	Dépenses en informatique	MSP	
41	Masse salariale par catégorie d’emploi		43
42	Taux d’absentéisme par catégorie d’emploi		44
43	Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle		45
44	Sondages d’opinion réalisés par le ministère ou les organismes		46
45	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées		47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
46	Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.		48
47	Transfert d’emplois gouvernementaux en région		49
48	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.		50
49	Sommes dépensées et actions réalisées visant la protection des renseignements personnels		51
50	Sommes dépensées actions réalisées au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.		52
51	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		53
52	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		54
53	Absentéisme au travail pour cause de quarantaine ou en retrait préventif lié à la COVID-19		55
54	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		56
55	Entretien ménager et désinfection des locaux		57
56	Coût de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST et les recommandations effectuées		58
57	Contrats octroyés qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant, comme prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics		59
58	Informations concernant les demandes d’accès à l’information		60
59	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes		61
60	Montants alloués à la rémunération des stages depuis 2017.		62
61	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.		63
62	Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60.		64
63	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.		65

Liste des sites internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18). En ce qui concerne la sous-question 1), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 46.¹

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	PERSONNES RENCONTRÉES	ACCOMPAGNATEURS	COÛT (\$)
AUCUN					
TOTAL					0

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
AUCUN			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Les informations relatives au 4^e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
AUCUN			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 :	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)
---------------------	--

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
AUCUN			

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l’organisme, un professionnel ou une firme externe

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).¹

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
AUCUN			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
En Clair Sevice-Conseil Inc.	Gré à gré	Élaboration d'un nouveau formulaire de plainte électronique simple et adapté aux besoins des différents publics cibles	13 800
M. Donald Shannon	Gré à gré	Services d'experts conseils (témoignage à la Cour)	3 000
Pyrotech - BEI	Gré à gré	Services d'experts conseils (témoignage à la Cour)	5 750
École nationale de police du Québec (ENPQ)	Gré à gré	Services d'experts conseils en emploi de la force (témoignage à la Cour)	6 216
Éric Béland	Gré à gré	Conception du graphisme de divers nouveaux outils d'information et de communication	4 250
MP Canada Inc.	Gré à gré	Services d'experts conseils (enquête et témoignage à la Cour)	9 900
Pyrotech - BEI	Gré à gré (Addenda)	Services d'experts conseils (témoignage à la Cour)	3 450
École polytechnique de Montréal	Gré à gré (Addenda)	Services d'experts conseils (témoignage à la Cour)	1 500
Phidel Communications	Devis	Refonte d'une présentation PowerPoint (Formation et échanges sur l'histoire et les réalités autochtones au Québec)	2 800
Myriam Thirnish, Transmetteuse	Devis	Ateliers d'innu-aimun personnalisé (Cours de langue)	1 350

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : La liste des consultants externes intégrés (nombre de personne) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 10 : Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie	-
Mobilier de bureau et ameublement	-
Décoration et embellissement	-
Distributeur d'eau de source	-
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas	31 135
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement	5 567
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).¹

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coût d'acquisition des cellulaires, des iPad ou autre type de tablettes électroniques	-
Coût d'utilisation des appareils	9 004
Coût des contrats téléphoniques	-
Coûts de frais d'itinérance	-
Coût lié aux dépassement des forfaits de données	-
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2021-2022

CATÉGORIE D'EMPLOI	MASCULIN			FÉMININ			PERSONNES HANDICAPÉES			ANGLOPHONES			AUTOCHTONES			COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%
CADRES PROFESSIONNELS FONCTIONNAIRES AGENTS DE LA PAIX OUVRIERS	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor																	
Total																		
% par rapport à l'effectif total																		

Les cadres incluent les présidents, membres et dirigeants d'organismes ainsi que la haute direction du ministère.
Exclus les étudiants et les stagiaires.
Une même personne peut être classée dans plus d'une catégorie.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 C), E) ET F) : Congés de maladie / heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2021-2022

Catégorie d'emploi	Nombre total de jours de congés de maladie pris par le personnel	Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées			Le coût moyen par employé, selon la classe (\$)	Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
		Payées	Compensées	Total		
Cadres	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor					
Professionnels						
PBTA						
Agents de la paix						
Ouvriers						
Aucune catégorie						
TOTAL						

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 D)	Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	---

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires. Les membres de la haute direction sont inclus dans les cadres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 G) Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi					
Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires. Les membres de la haute direction sont inclus dans les cadres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 H) M) N) O) : Diverses informations sur les ressources humaines

H) Nombre de personnes et répartition par catégories d’emploi qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
M) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
N) Le nombre d'employés permanents et temporaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
O) Le nombre de départs volontaires ventilés par raison du départ	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 I): Évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Ministères/Organismes	Régions administratives	Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Professionnels	Techniciens	Personnels de bureau
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	01-Bas-Saint-Laurent					
	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean					
	03-Capitale-Nationale	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	04-Mauricie					
	05-Estrie					
	06-Montréal	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				
	07-Outaouais					
	08-Abitibi-Témiscamingue					
	09-Côte-Nord					
	10- Nord-du-Québec					
	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	12-Chaudière-Appalaches					
	13-Laval					
	14-Lanaudière					
	15-Laurentides					
	16-Montérégie					
	17-Centre-du-Québec					
Total						-

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 J) : Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Organisme	28 février 2022
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données visent les postes. Ces chiffres excluent les avocats, les notaires et les médecins.

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 K) : Nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement supérieur² à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Organismes	
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.
² Traitement supérieur correspond aux employés étant hors échelle.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 L) : Nombre d'individus par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Nombre <u>d'individus</u> pour l'ensemble de l'organisme vs tous les statuts d'emploi au 2022-02-28								
Région	Haute direction ¹	Cadre supérieur	Professionnel	Technicien	Personnel de bureau	Agent de la paix	Ouvrier	Total
Bas-St-Laurent								0
Saguenay-Lac-Saint-Jean								0
Capitale-Nationale	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor							
Mauricie								0
Estrie								0
Montréal	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor							
Outaouais								0
Abitibi-Témiscamingue								0
Côte-Nord								0
Nord-du-Québec								0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								0
Chaudière-Appalaches								0
Laval								0
Lanaudière								0
Laurentides								0
Montréal								0
Centre-du-Québec								0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0

Les données incluent les employés réguliers assujettis à la LFP
¹ Inclus les titulaires d'un emploi supérieur assujetti à une autre loi ou entente spéciale

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 P) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

AUCUN

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 Q) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 R) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'année 2021-2022, le nombre de postes vacants ventilés par région

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	AUCUN
Mauricie	
Estrie	
Montréal	AUCUN
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montérégie	
Centre-du-Québec	
TOTAL	0

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 : Nombre de départs à la retraite en 2021-2022, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de départs à la retraite prévus en 2022-2023, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2021-2022 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	S.O.
B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	0
C - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats ¹	0

¹Exclut les membres de la haute direction, les étudiants, les stagiaires, les animateurs de pastorale et les employés nommés avec le statut temporaire à la fin de leur contrat occasionnel. Exclut également les contrats de services professionnels.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 14: Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**). Les informations relatives au 4^e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2019 (\$)
Bureau	2535, boul. Laurier, local 1.06	Québec	SQI	650,86	18 558	non
Bureau	2050, rue De Bleury, bureau 7.50	Montréal	SQI	556,33	13 043	non

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.
Aucun coût de résiliation de bail pour l'année en cours.

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 15 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

AUCUN

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:
La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire
Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes avant effectué les travaux.**

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

AUCUN

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 19 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

AUCUN

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 20 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 21 : Nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 23 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2021-2022

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Abonnement - Express civil	SOQUIJ	620
Accès Azimut	SOQUIJ	443

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 24 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturel, les billets d'événement et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 25 : Détails pour chaque site Internet de l'organisme

Nom du site Web	Commissaire à la déontologie policière (deontologie-policiere.gouv.qc.ca)
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site:	Ministère de la Sécurité publique (Direction générale adjointe des technologies de l'information)
Coûts de la construction du site:	Les coûts de construction sont assumés par le ministère de la Sécurité publique.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont assumés par le ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Il s'agit de la première refonte du site depuis la conception originale. Les coûts de refonte ont été assumés par le Ministère de la Sécurité publique. Le site était obsolète causant des problèmes d'utilisation par les citoyens. Le réhaussement technologique était nécessaire en raison des risques liés à la cybersécurité (technologie vulnérable).
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Les coûts liés aux noms de domaine du Commissaire à la déontologie policière (deontologie-policiere.gouv.qc.ca) sont de 130 \$ annuellement.

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 28 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 29 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 30 : Inventaire complet des services tarifés, le coût unitaire, les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc) pour les trois dernières années et les projections pour 2022-2023

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 31 : Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 32 : Sommes reçues en 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
AUCUNE	-

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 33 : Montant total et ventilation par catégories d'emplois des primes au rendement et des bonis

	MONTANT REÇU (\$)
AUCUN	

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 35 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat

	MONTANT REÇU (\$)
Indemnité de départ - Effectif Étudiant-Stagiaire	484

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 36 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 37 : Pour 2021-2022, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée

AUCUN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 38 : Coûts de reconduction des programmes existants: liste exhaustive des programmes existants à la fin de l'année 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 41 : Pour 2021-2022, la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 42 : Pour 2021-2022, le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 43 : Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2021-2022
CACOLE	475
Cotisations professionnelles au Barreau	13 742
DÉPENSE TOTALE (\$)	14 217

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 44 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.

FIRME RETENUE (e)	COÛTS (f) (\$)
Veillez vous référer à la réponse à la question particulière QP1-011	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 45 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;	AUCUNE
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	AUCUNE

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 46 : Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

AUCUN

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 47 : Transfert d’emplois gouvernementaux en région:
a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d’origine et la région de destination;
c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Le point a) ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
La réponse à la sous-question b) sera donnée par le Secrétariat du Conseil du trésor
La réponse à la sous-question c) sera donnée par le Secrétariat du Conseil du trésor

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 48 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

AUCUNE

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 49 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 50 : Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 51 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022 ; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.	
a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
b) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
c) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

	2 945,26
--	----------

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 53 : Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
---	--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 54 :	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
----------------------	--

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE). Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits		
Nom du fournisseur	Catégorie	Montant dépensé
AUCUN	AUCUN	0,00

Les données sont en date du 28 février 2022. Source : SAGIR
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022
Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 55 : **Concernant l’entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l’organisme en 2021-2022, fournir :**
a) **Le total des sommes dépensées;**
b) **Le nom des fournisseurs retenus;**
c) **La liste des contrats.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 56 :	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
----------------------	--

AUCUN

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 57: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021- 2022 et qui ont fait l’objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT du contrat incluant le supplément (\$)
AUCUN			

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 58 : Informations concernant les demandes d'accès à l'information

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 59 : La liste des personnes, le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires données à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
AUCUN		

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 60: Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2017.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	3
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	59 378 \$

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 61 : Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données sont en date du 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 62 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 63 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

AUCUN

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

